

Instabilité persistante

VIOLENCE ARMÉE ET INSÉCURITÉ DANS LE SUD-SOUDAN

Ce chapitre fait le point sur les menaces à la sécurité constantes auxquelles le Sud-Soudan se trouve confronté tandis qu'il met en œuvre un fragile accord de paix avec Khartoum. Il montre, qu'en dépit de la mise en œuvre de l'Accord de paix global (APG) depuis le début de l'année 2005, le Sud-Soudan « post-conflit » reste par nature instable dans une région inondée d'armes légères et de petit calibre.

Ce chapitre vise à apporter un éclairage sur les principales menaces à la sécurité dans la région. Par une analyse de la transition politique du pays, de la prolifération de ses groupes armés, du rôle et des effets de la violence armée sur ses communautés et des efforts d'amélioration de la sécurité humaine, ce chapitre essaie d'apporter une réponse aux questions suivantes :

- La sécurité s'est-elle améliorée dans le Sud-Soudan depuis l'APG ?
- Quelles sont les menaces notables à la sécurité auxquelles la région se trouve toujours confrontée ?
- Quel cadre l'APG offre-t-il pour l'amélioration de la sécurité humaine ?
- L'accord de paix est-il réellement stable et global ?

D'après ce chapitre, bien que le Mouvement de libération du peuple soudanais se soit attelé à la mise en œuvre de l'accord de paix historique, il s'avère extrêmement difficile pour lui de se transformer en gouvernement opérationnel et de générer les dividendes de la paix tant attendus.

Le Sud-Soudan possède des indicateurs d'éducation et de mortalité infantile et maternelle parmi les plus faibles au monde, et les infrastructures de base y sont pratiquement totalement absentes. Bien que des progrès notables aient été accomplis dans l'instauration des institutions nécessaires et des cadres législatifs imposés par l'APG, le gouvernement du Sud-Soudan doit littéra-

lement se constituer à partir de zéro. Son manque d'expérience administrative, l'absence quasi totale de surveillance des civils et ses ressources humaines qualifiées limitées demeurent des obstacles énormes au progrès. Les occasions de mauvaise gestion et d'accusation de corruption abondent. La mise en œuvre de l'APG se poursuit, mais une combinaison de facteurs contribue à freiner le progrès, dont, surtout, la violation continue de l'APG de la part d'éléments contre-productifs à Khartoum.

À l'approche d'un prochain recensement, de la démarcation des frontières et d'élections avant un référendum crucial sur la sécession du Sud en 2011, le processus de paix se trouve à un stade particulièrement critique. La méfiance profonde entre les parties, le nombre élevé de groupes armés dans la région, l'accès répandu aux armes légères, un sentiment d'injustice fréquent et une absence quasi totale de perspectives d'emploi créent une situation potentiellement explosive.

Les principales conclusions de ce chapitre sont les suivantes :

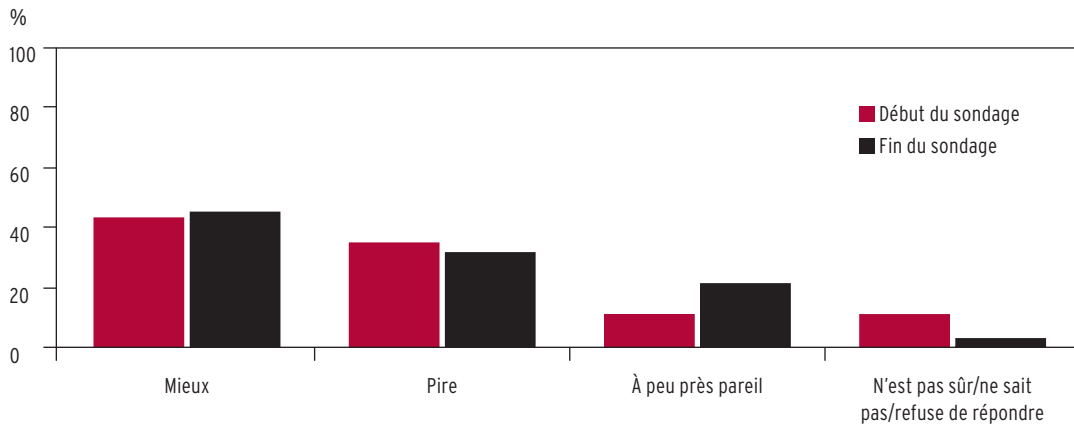
- L'APG n'a pas amélioré la sécurité pour une bonne partie de la population.
- La criminalité et la violence armée interpersonnelle sont omniprésentes.



Une femme armée d'une Kalachnikov prépare le repas du soir avec son enfant dans une ferme de Rumbek, à 900 km au sud de Khartoum, en septembre 2003. © Patrick Olum/Reuters

- Les armes légères sont très accessibles et tous les secteurs de la société en font un usage abusif.
- La demande en armes légères est tirée par la nécessité de protéger la famille et le bétail en l'absence de forces de sécurité opérationnelles.
- L'APG n'est pas toujours respecté et les violations risquent de se poursuivre.
- Les ressources naturelles du Soudan, en particulier ses champs pétrolifères, risquent de déclencher un conflit nord-sud à l'avenir.

Figure 10.1 **La sûreté et la sécurité depuis l'APG (N = 579 621)**



Source : Garfield (2007, p. 23)

En dépit des efforts actuels d'amélioration de la sécurité humaine, y compris le retrait des forces armées soudanaises du Sud, les programmes de désarmement des civils et la planification du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion (DDR), des combats sporadiques éclatent et les forces armées s'accumulent dans les zones frontalières stratégiques. Beaucoup pensent que la démarcation de cette frontière, qui déterminera l'emplacement de ressources naturelles cruciales, entraînera des conflits à l'avenir.

L'APG n'a pas amélioré la sécurité pour une bonne partie de la population.

Les moyens ne manquent pas pour un futur conflit. Le Soudan se trouve à l'épicentre d'un des marchés des armes les plus dynamiques au monde, suite à des dizaines d'années d'insurrections, de guerres civiles, de guerres par personnes interposées, d'affrontements communaux, de gouvernance faible et de violence criminelle dans la région. Les frontières sont poreuses entre le Sud du Soudan et la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, le Kenya et l'Ouganda, pays qui ont tous connu des guerres intra-étatiques ou interétatiques récemment ou des affrontements communaux meurtriers. L'ONU a imposé des embargos sur les armes à plusieurs États de la région, dont le Soudan, mais il reste extrêmement difficile de les faire respecter.

Il est largement reconnu que la prolifération des armes à feu et des groupes armés contribue à l'insécurité générale dans le Sud-Soudan. Pourtant, les informations sur l'ampleur et la fréquence de la violence armée restent difficiles à obtenir, tout comme des informations viables sur la prévalence de la possession d'armes à feu chez les civils. Ce chapitre présente les résultats d'un sondage mené auprès de ménages dont il ressort que beaucoup de civils possèdent des armes dans l'État des Lacs : 35 % des personnes interrogées ont admis posséder une arme à feu ou connaître quelqu'un qui en possède dans leur quartier. Le sondage a également révélé des niveaux élevés de criminalité : en moyenne, les ménages ont subi au moins un vol, près de deux bagarres et près d'une attaque armée depuis la signature de l'APG. Les armes de poing sont les principales armes employées pour ces actes de violence.

Les ressources naturelles du Soudan risquent de déclencher un conflit nord-sud à l'avenir.

Surtout, ce chapitre insiste pour que les donateurs et les décideurs politiques internationaux consacrent du temps et des ressources financières au Sud du Soudan afin de soutenir activement le processus de paix. Il est essentiel que la réforme de la sécurité et le programme DDR imposés par l'APG aient lieu et que toutes les parties respectent l'esprit et la lettre de l'accord. Depuis 2003, la crise du Darfour détourne l'attention internationale du Sud-Soudan. Il est maintenant impératif que les décideurs politiques renouvellent leur engagement envers cette région. ■